

## Sécuritaire : la politique sans projet

Les tragédies de Toulouse et Montauban ont propulsé comme une évidence la thématique sécuritaire au centre de la campagne électorale. Au-delà d'eux-mêmes, ces événements ont en effet tous les atouts qui permettent aux médias d'épiloguer sur eux longtemps. C'est pourquoi il est urgent de contester cette suprématie, qui piège le vivre-ensemble en écartant du débat les enjeux sous-jacents (emploi, éducation, justice sociale...), au profit d'une problématique entièrement défensive. Une telle responsabilité n'est pas médiatique mais politique, registre d'où surgit l'objection selon laquelle la sécurité participe du bien commun. Mais force est de constater que ce « bien » qu'on invoque est un peu moins « commun », c'est-à-dire partagé, dès lors qu'il conduit plus souvent à avoir peur de l'autre que peur pour l'autre. Un tel climat accrédite l'humeur craintive qui fait passer de l'engagement dans le lien social au retrait dans le chacun pour soi.

Le poison sécuritaire n'agit pas seulement en divisant pour régner. Sous couvert d'inciter à se serrer les coudes, il isole, instille le doute entre tous. Il mine de l'intérieur la société civile qui, privée des motifs positifs qui la font tenir ensemble, en vient à douter de sa capacité à s'autoréguler, au point d'appeler le gendarme à la rescousse. Ce réflexe puise à une logique déjà à l'œuvre le reste du temps : celle des peurs qu'on attise sous les figures de l'étranger ou de l'insécurité des banlieues déshéritées.

Une cohérence intime articule préoccupation sécuritaire et politique néolibérale. La logique du tout-marché étouffe les relations sous le calcul égoïste. Son extension, depuis trente ans sans limite, nous rend difficile à présent de concevoir l'action désintéressée, tandis que la concurrence accrédite le caractère prétendument naturel des rapports de rivalité. En outre, tout est permis, dans l'échange marchand, pour autant qu'un interlocuteur solvable soit animé d'un intérêt qui rencontre le mien. Au total, érigeant ces conduites en modèle valable en tous domaines, la doctrine néolibérale vante les mérites d'un citoyen incivique, incapable d'élargir son point de vue à d'autres que le sien.

Cela va de pair avec les accès de moralisme qui appellent soudain au respect des principes. Mais, loin d'envisager le bien commun comme un horizon partagé auquel on puisse consentir et aspirer, ils se contentent de l'imposer. La connivence entre tout-marché et préoccupation sécuritaire renvoie ainsi à la solidarité dans laquelle ils manifestent une même absence de projet. D'un côté, une entité anonyme dépourvue de volonté et capable d'aucune visée ; de l'autre, une angoisse liée à un monde commun dépourvu de sens, dans lequel on répugne à s'engager. Dans les deux cas, on parle de vigilance au lieu de confiance, sans comprendre que c'est l'avenir qu'on redoute.

Le débat électoral doit donc s'atteler à un tel projet, ne serait-ce que pour tarir cette peur à la source. Tout se passe comme si, après l'épisode des primaires socialistes, qui a momentanément éloigné des feux de l'actualité l'UMP, le candidat repréidentialisé prenait sa

revanche pour imposer son terrain. Mais ce parallélisme est trompeur. Un thème de droite ne répond pas simplement à un thème de gauche. Là où les primaires ravivaient le sens de la démocratie par la participation et la discussion, le sécuritaire étouffe la pluralité et fait taire les divisions par la peur. L'antipolitique tente ainsi d'évincer le politique. Cela peut faire des majorités électorales, mais pas un projet. Est-il encore temps pour que la campagne contribue à la perspective d'une société réconciliée avec elle-même, avec son avenir, avec les autres ?

Paris, le 26 mars 2012

Pierre-Olivier Monteil,  
Doctorant en philosophie (EHESS),  
Auteur de *Abécédaire du bien commun*, Editions des îlots de résistance, 2012.